

Un aspect peu connu de la politique allemande de revendications territoriales à l'Est

Archivistes nazis en Pologne et Ukraine occupées

Une douzaine d'archivistes professionnels allemands choisis par les autorités nazies ont dirigé durant toute l'occupation les archives nationales, en Pologne depuis 1939, en Ukraine depuis 1941, et ce jusqu'à la libération de ces pays devant l'avance de l'Armée Rouge. Pourquoi et dans quel esprit, c'est l'objet de la recherche historique que résume ici Jean-Luc Bellanger.

Dès les premiers jours de septembre 1939, à peine la Pologne envahie et la guerre déclarée, le ministère nazi de l'Intérieur et la direction des Archives du Reich commençaient à s'agiter pour savoir quelles archives historiques il allait être possible de trouver sur les rayons des archives polonaises que l'on allait conquérir. De même en 1941, l'invasion de l'URSS ayant débuté depuis seulement une semaine, et la ville de Lvov conquise depuis deux jours, le Directeur allemand des Archives en pays occupés s'y trouvait déjà pour réquisitionner le service des archives. Pour comprendre cet intérêt brûlant pour les documents anciens en plein cours d'une guerre moderne, d'une guerre « éclair », qui plus est, il faut revenir un instant sur l'histoire de cette Europe centrale et orientale qui n'avait cessé, depuis au moins dix siècles, de se modifier au cours de conquêtes et de revanches, d'accords diplomatiques et de partages toujours remis en cause. Les populations passaient d'une souveraineté à une autre, soumises à l'autorité prussienne ou autrichienne, russe ou même suédoise, toujours plus misérables et exploitées.

La Pologne est le prototype de ces pays maltraités jusqu'à voir toute souveraineté disparaître, comme ce fut le cas pour elle à la fin du XVIII^e siècle, où Prusse, Autriche et Russie se répartirent en trois fois, en un peu plus de 20 ans, morceau après morceau, le pays entier. La zone finalement attribuée à la Russie reçut le nom de Royaume de Pologne, et n'atteignit pas en dimension l'ancien duché de Varsovie. Passons sur l'histoire de la lutte des Polonais contre les puissances étrangères qui les privaient de l'expression de leur nationalité. Vint la première guerre en août 1914. Sur les fronts de l'est, Allemands et Autrichiens firent reculer les Russes, établissant des gouvernements militaires respectivement à Varsovie et Lublin à l'été 1915.

Les fonctionnaires russes en poste en Pologne s'étaient repliés vers l'est. Entre autres les responsables des archives

étaient partis avec les quelques documents qui leur avaient semblé importants, laissant les services à l'abandon. Un *Comité central de citoyens*, créé peu après la déclaration de guerre sous la direction d'un prince Lubomirski, avait tenté de mettre sur pied une administration polonaise, archives comprises. Il fut dissout par le « Gouverneur général » allemand en septembre 1915. Mais parmi ses premières mesures celui-ci réclama l'envoi de Berlin d'un archiviste parlant le polonais [voir encadré]. Pourquoi ? Il jugeait important de chercher dans les documents existants des pièces se rapportant aux provinces de Prusse occidentale et de Poznan (Posen, alors dans le Reich), ainsi que sur les rapports entre la Pologne et l'Ordre des Chevaliers teutoniques. L'explication de l'intérêt allemand pour les documents d'archives est clair : permettre de prouver l'ancienneté de la présence germanique dans l'est de l'Europe, pour justifier des annexions.

Dans un esprit revancharde

Les Archives sont organisées en Allemagne sur une base fédérale. Les Archives centrales de Prusse existaient depuis le milieu du XIX^e siècle. Leur Directeur général avait autorité sur l'ensemble des archives prussiennes. Depuis 1929, ce poste était occupé par Albert Brackmann, professionnel expérimenté, dont une caractéristique était la haine de la Pologne recréée. Brackmann fit tous ses efforts pour relancer les « recherches sur l'Est » (*Ostforschung*), dans un esprit révisionniste et revancharde. Il avait fondé un institut dont les visées politiques étaient claires. Selon les termes du ministre-président prussien en octobre

1932, « la Prusse ne disposait d'aucune autre institution scientifique pour la défense contre la dangereuse offensive intellectuelle de la Pologne », d'où son utilité pour « des raisons de politique nationale ». La création d'archives pour une nouvelle province frontalière (« Posen-Prusse occidentale ») servit à abriter des documents soustraits aux archives polonaises à la fin de la guerre, concernant surtout des territoires passés à la Pologne, et dont l'Allemagne espérait la restitution. De même des documents avaient été transférés de Danzig à Berlin et Stettin, toujours pour les soustraire aux chercheurs polonais. Le but, constant, était d'essayer de disposer de documents montrant l'influence positive de l'Allemagne à l'est, pour justifier des revendications territoriales.

On comprend dès lors pourquoi les spécialistes nazis des archives se sont précipités, dès les premiers jours de l'invasion de la Pologne. Le directeur des Archives du Reich, Ernst Zipfel, le ministre de l'Intérieur, le chef du service des publications des Archives, Johannes Papritz, tous savaient que l'occasion d'une « revanche » sur le Traité de Versailles dans leur domaine était à portée de main. Et Papritz, suggérant avec force de créer, comme durant la Première Guerre mondiale, un service allemand d'archives en Pologne, de préciser aussitôt qu'il ne s'agissait plus cette fois de coopération professionnelle ou scientifique, mais bien « surtout d'un travail politique. La tâche des archives allemandes sera d'exploiter dans tous les domaines, et surtout sur le plan politique, l'avantage d'une occupation des archives polonaises. La préservation et le transfert des documents revendiqués par l'Allemagne

devront avoir lieu le plus tôt possible ». Voilà qui était clair !

C'est un archiviste confirmé, originaire des provinces de l'est de l'Allemagne, Erich Randt, qui fut nommé aussitôt « Commissaire pour les archives polonaises ». Ses tâches principales étaient au nombre de trois : prise en main de la totalité des archives publiques et privées, à mettre au service des chercheurs allemands, relevé de tous les documents d'origine allemande et préparation de leur restitution à l'Allemagne, facilitation des recherches allemandes, surtout dans la mesure où elles renforcent les revendications allemandes envers la Pologne et éclairaient l'aspect allemand de l'histoire polonaise. Randt fit aussitôt une tournée des villes polonaises hébergeant des centres d'archives, publiques comme privées, Lodz, Varsovie, puis Kalisz, Poznan, Gniezno, Bydgoszcz, Torun, etc.

Des transferts massifs de documents vers le Reich

À Varsovie les dégâts causés par l'invasion allemande étaient importants. Randt fit prendre les mesures de protection nécessaires. Il vérifia également qu'aucun document n'avait été caché. Il fit partout les mêmes vérifications, et par exemple fit arrêter par la Gestapo la directrice des archives de Torun, qui avait fait évacuer vers l'est du pays des registres importants. Encore quelques semaines, et d'autres centres d'archives sont « pris en main » (comme Opava, Katowice ou Danzig). Randt arriva même à Cracovie le jour de l'« Opération spéciale » (6 novembre 1939), où furent arrêtés et déportés 183 professeurs de l'Université ⁽¹⁾. ●●●

Les Allemands en Pologne durant la Première Guerre mondiale

En octobre 1915, c'est un spécialiste qui prit son service comme directeur des Archives à Varsovie. Adolf Warschauer dirigeait les archives d'État de Danzig et avait travaillé depuis 30 ans aux archives de Poznan. Disons tout de suite pourquoi il est important de s'appesantir sur cette période de l'occupation allemande en Pologne durant la Première Guerre mondiale : cela permet de faire ressortir à la fois les similitudes et les différences énormes entre cette époque et la période nazie. Warschauer était profondément allemand, mais il connaissait aussi bon nombre de ses confrères étrangers, polonais par exemple, et savait admettre leur valeur. Il était juif et sa grande culture et son expérience lui permettaient d'éviter la morgue fréquente chez les occupants. Cette attitude favorisait des rapports au moins corrects avec ses confrères polonais, qui l'estimaient.

L'attitude générale des occupants différait aussi de celle des nazis, 25 ans plus tard. Ainsi le Gouverneur général se référait aux Conventions de La Haye interdisant de saisir des

« œuvres de l'art ou de la science », donc par exemple de s'emparer de documents pour les transférer en Allemagne, du moins sans son autorisation. Sous la direction de Warschauer, commença une sorte de répartition du travail entre archivistes allemands et polonais, ceux-ci effectuant des recherches sur l'histoire polonaise, pendant que les Allemands se préoccupaient de reconstituer l'histoire des provinces où l'influence germanique s'était exercée, Poznan, Prusse, Silésie et Poméranie entre autres. Des négociations discrètes furent même engagées, après la création d'un « Royaume de Pologne » en novembre 1916, sur la possibilité d'échanger des archives avec les occupants allemand et autrichien. Plusieurs réunions eurent lieu, sans grand succès, jusqu'en octobre 1918. Cette « coexistence pacifique » dura jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918, avec la défaite allemande, puis la création, enfin, d'un État polonais autonome. Les archives prussiennes les plus importantes demeureraient en Pologne. J.-L.B.

●●● Il avait pourtant à ce moment d'autres soucis en tête, comme la nécessité de faire venir les uniformes bruns attribués aux fonctionnaires en occupation à l'est, et des armes (!). Surtout il lui fallait tenir compte de la création en octobre par Hitler, dans la partie centrale de la Pologne, entre les territoires annexés par les nazis et la zone orientale occupée par les Soviétiques, du « Gouvernement général » avec à sa tête Hans Frank.

Dans la partie annexée, comportant l'ensemble du nord et de l'ouest de la Pologne recréée après 1918, rebaptisée *Warthegau*, toute liberté était laissée aux fonctionnaires détachés. Les Polonais restés en fonctions, après élimination des juifs et des suspects politiques, étaient 64 au total, dont 48 archivistes, et quels que soient leurs titres et leurs capacités, soumis au « chef » allemand. Dans la partie non expressément annexée, le nouveau « Gouvernement général », donc, il fallait tenir compte de Hans Frank, juriste, nazi depuis les origines, qui devenait une sorte de monarque absolu. Il interdit aussitôt de transférer des archives vers l'Allemagne. C'était contraire aux instructions officielles et Randt, nommé également responsable des archives du « Gouvernement général », se trouvait devant un dilemme. Il nous mènerait trop loin d'entrer dans les détails des recherches, des réquisitions, des extorsions diverses de documents entrant dans les catégories définies par les nazis comme devant être centralisées dans le Reich, ou des ruses pour échapper aux exigences de Frank.

Les préparatifs pour l'expédition de documents concernant entre autres la Prusse, et par ailleurs aussi l'Autriche, furent menés immédiatement, malgré les protestations des Polonais. Une sorte de concurrence s'établit même entre services nazis, les Archives de la Wehrmacht se précipitaient de façon autonome sur tout ce qui pouvait concerner les aspects militaires des rapports entre les pays. Ainsi les documents ayant trait à l'occupation allemande et autrichienne de la guerre 1914-18 furent enlevés dès novembre 1939. De même, la Gestapo se servait aussi, ainsi que les envoyés du ministère des Affaires étrangères. Le service d'« Archives politiques » de ce ministère, à la recherche d'éléments permettant d'accuser la Pologne pour sa politique des minorités et de lui faire porter la responsabilité de la guerre, fit transporter à Berlin tout ce qui lui tomba entre les mains à Varsovie. Le dépôt central d'archives prussiennes de Varsovie, environ 300 mètres linéaires de dossiers, fut transféré à Berlin entre avril et juin 1940 par quatre convois de chemin de fer. Au même moment, les dossiers de ministères autrichiens concernant la Galicie entre 1848 et 1918 furent envoyés à Vienne en trois wagons. De même 74 documents relatifs à l'Ordre des Chevaliers teutoniques de 1215 à 1455 furent remis aux archives de Königsberg, où se trouvaient les archives de l'Ordre.

Parallèlement avait lieu le travail consistant à déterminer ce qui, dans les archives situées sur le territoire du « Gouvernement général », le concernait directement, et ce qui valait pour le « Warthegau ». Celui-ci avait une population d'environ neuf millions d'habitants, à 90 % polonais. Les projets de Hitler en prévoyaient à

relativement court terme la germanisation. Tout document pouvant démontrer une présence allemande à un moment quelconque de l'histoire avait une valeur. De là recherches et transfert de documents vers le territoire du Reich ou du moins au plus près de celui-ci.

Entre 1940 et 1943, c'est par milliers que registres et dossiers furent emportés vers Königsberg, par grands et moins grands envois, par tonnes ou par centaines de kilos, en sacs et en cartons aussi vers Poznan ou ailleurs. Les archivistes polonais avaient beau tenter de freiner un peu, rien n'y faisait. Les déplacements de population, Polonais vers le « Gouvernement général » (environ 100 000), « Allemands de souche » (*Volksdeutsche*, environ 30 000) prenant leur place, étaient systématiquement précédés de razzias sur les documents existants : archives des églises protestantes, documents d'anciennes colonies catholiques allemandes polonaises depuis un siècle et demi, mais bien entendu aussi, pour d'autres raisons, les registres des communautés juives (même les ruines des ghettos détruits étaient fouillées) étaient rassemblés et envoyés dans le Reich. La prise de possession de l'« espace vital » revendiqué depuis toujours par Hitler était en bonne voie.

En Ukraine également

Parallèlement, dès juin 1941, l'avance de la Wehrmacht en Union Soviétique avait entraîné avec elle, entre autres, des fonctionnaires de tous genres, archivistes compris. La région de Pologne que l'URSS avait occupée en 1939, et sa capitale Lvov, furent « récupérées » en premier. Ensuite l'Ukraine elle-même, transformée pour une large partie en « Commissariat du Reich » avec Kiev comme capitale, fut soumise au même traitement que la Pologne. Une différence notable, pourtant : les fonctionnaires ukrainiens, comme une partie de la population, ne se montraient pas systématiquement hostiles à l'occupant allemand, voire même collaboraient de bon cœur. Dès les semaines suivant l'invasion, les spécialistes nazis des archives commencèrent à rafler des documents, par exemple une collection privée de témoignages manuscrits de colons allemands en Russie et en Ukraine. Mais ils comprirent vite que les autorités soviétiques avaient trouvé le temps d'évacuer une grande partie des collections. Par ailleurs, la situation était catastrophique, les bâtiments en mauvais état, inchauffables en hiver, le personnel était composé de quelques responsables de qualité à la tête des centres les plus importants (Kiev, Poltava, Dnipropetrovsk, Zaporozje, Nicolaev), mais dont les collaborateurs étaient dans l'ensemble assez incapables. Enfin, malgré la création début décembre 1942 d'une « Direction des archives, bibliothèques et musées » d'Ukraine, les moyens financiers, pour ces activités « *dépourvues d'importance pour la guerre* » devaient justement être fortement réduits.

Cette étude le montre, la motivation qui était au premier plan dans toutes ces activités était de confirmer autant que faire se pouvait la « germanité » des terres convoitées. Toute une série d'organismes étaient là en concurrence. Des « Kommandos spéciaux » luttaient pour



VARSOVIE EN RUINES DANS L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE. L'OCCUPATION NAZIE EUT ÉGALEMENT DES CONSÉQUENCES CATASTROPHIQUES DANS LE DOMAINE DES ARCHIVES : CELLES DE VARSOVIE PAR EXEMPLE FURENT PERDUES OU DÉTRUITES À 93 %.

s'emparer de documents concernant les « Allemands de souche », mais aussi un organe spécialisé du parti nazi (VOMI - sic), le « ministère pour les territoires occupés à l'est » du chef idéologue nazi Alfred Rosenberg, et encore les services de vol organisé en matière culturelle dans les pays occupés (ERR) dirigés par ce même Rosenberg, et bien d'autres encore. Si la guerre avait tourné à l'avantage des nazis, il est certain que les archives des pays occupés auraient perdu l'essentiel de leurs richesses. La résistance soviétique, puis l'immense force de l'assaut lancé en 1943 ont conditionné l'évolution de la guerre. La suite de l'opération « archives » en a également découlé, les deux dernières années de guerre ayant consisté sur ce plan à des vols organisés, et surtout des transferts massifs en direction de régions que les nazis imaginaient hors de portée de leurs adversaires.

Des pertes considérables

L'évacuation de Kharkov fut envisagée dès le début de 1943 mais là, comme pour Dniepropetrovsk et Zaporozje, on finit par abandonner les archives. Les documents accumulés à Poltava furent transférés fin août à Kiev. En septembre, ce qui était à Kiev partit pour Kamenez-Podolsk, deux wagons en tout. En octobre les évacuations de documents et biens culturels se poursuivirent (plusieurs wagons) vers Cracovie et Königsberg, puis vers Opava en Moravie. En janvier 1944, le centre d'archives d'Opava (Troppau, dans le *Gau* sudète pour les Allemands) avait entassé quelque 115 caisses, 58 cartons, et des centaines de colis d'archives venant de Pologne et d'Ukraine. Puis il fallut évacuer encore les archives des centres situés en Pologne, à mesure de l'avance de l'armée soviétique. Inutile et d'ailleurs presque impossible d'en suivre le détail. Occupants, Anglais et Américains restituèrent ce qu'ils purent. Les Soviétiques aussi, dans certains cas, beaucoup plus tard.

La conclusion de ce récit, c'est la constatation des conséquences catastrophiques de l'invasion nazie également dans ce domaine des archives. Les transferts et « mises à l'abri » de documents irremplaçables ont entraîné des pertes définitives considérables, surtout pour les occupés, les Allemands ayant protégé en priorité ce qui les intéressait. Tout n'a pas été retrouvé et récupéré depuis 1945, loin de là ⁽²⁾. À cela il faut ajouter des bouleversements répétés des collections, par curiosité, avidité, bêtise, des pillages constants, individuels ou collectifs, et souvent en outre des destructions, comme celles commises par les SS à la fin de la guerre. En Ukraine, par exemple, les pertes ont été énormes, totales dans certains centres, les deux tiers à Kiev. En Pologne il en va de même, les archives de Varsovie, par exemple, ont été perdues ou détruites à 93 %. On est « habitué » à réfléchir aux pertes humaines, aux dommages aux individus, ou aux monuments détruits durant un conflit. Cet exemple peu connu donne un éclairage inattendu sur un aspect presque oublié des ravages de la guerre.

JEAN-LUC BELLANGER

(1) Sur cette « Opération Cracovie » qui conduisit la quasi-totalité des enseignants de l'Université Jagellon de Cracovie vers les camps de concentration, on trouvera des détails dans le *Patriote Résistant* de juillet 1997.

(2) Les Archives fédérales de RFA ont fait de grands efforts après 1945 pour se voir confier les documents « récupérés » à l'est, comptant bien s'en servir pour aider à la cause des expulsés des territoires situés au-delà de la ligne Oder-Neisse, selon les termes d'un des archivistes « *dans notre lutte pour recouvrer l'Est allemand* ».

■ Lehr, Stefan, *Ein fast vergessener « Osteinsatz », Deutsche Archivare im Generalgouvernement und im Reichskommissariat Ukraine (Une « mission à l'Est » presque oubliée. Des archivistes allemands dans le gouvernement général de Pologne et le commissariat du Reich en Ukraine)*, Ed. Droste, Düsseldorf, 2007.